

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÉDUCTION DES EFFETS PERVERS ENGENDRÉS PAR LE DILEMME DU
SAMARITAIN DANS UN CONTEXTE D'AIDE PUBLIQUE AU
DÉVELOPPEMENT

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉCONOMIQUE

PAR
MATHIEU BRODEUR

Décembre 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier monsieur Stéphane Pallage pour ses précieux conseils, son écoute et son soutien. Je me dois également de souligner les contributions importantes de madame Geneviève Coulombe et monsieur Jean-Sébastien Lacroix. Finalement, rien de cela n'aurait pu être possible sans le soutien de mes parents durant toutes ces années et probablement celles à venir.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----|
| LISTE DES FIGURES..... | iv |
| LISTE DES TABLEAUX..... | iv |
| LISTE DES VARIABLES MATHÉMATIQUES | vi |
| RÉSUMÉ..... | vii |
| INTRODUCTION | 1 |
| | |
| CHAPITRE I | |
| CONTEXTE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE | 5 |
| 1.1 Définition des organisations non gouvernementales (ONG)..... | 5 |
| 1.2 Contexte historique | 6 |
| 1.2.1 Les premières années de l'aide internationale..... | 6 |
| 1.2.2 Les années difficiles..... | 9 |
| 1.2.3 De nos jours..... | 10 |
| 1.3 Revue de la littérature..... | 12 |
| | |
| CHAPITRE II | |
| MODÈLE | 17 |
| 2.1 Présentation et justification de l'idée générale | 17 |
| 2.2 Le modèle de Pedersen (2001)..... | 19 |
| 2.2.1 Décision de l'organisme d'aide | 19 |
| 2.2.2 Résultat 1 de Pedersen (2001) | 21 |
| 2.2.3 Décision du pays récipiendaire représentatif | 22 |
| 2.2.4 Résultat 2 de Pedersen (2001) | 23 |
| 2.3 Modification : Modélisation d'un marché compétitif d'ONG | 24 |
| 2.3.1 Décision de l'ONG | 26 |
| 2.3.2 Résultat 1 | 27 |
| 2.3.3 Décision du pays récipiendaire représentatif..... | 28 |
| 2.3.4 Résultat 2..... | 29 |
| | |
| CHAPITRE III | |
| ANALYSE ET IMPLICATIONS DES MODÈLES | 30 |
| 3.1 Comparaison des résultats | 31 |
| 3.2 Analyses systémiques des résultats | 33 |
| | |
| CONCLUSION | 36 |
| RÉFÉRENCES | 38 |

LISTE DES FIGURES

| | |
|---|----|
| Figure 1 Niveau d'aide et de croissance en Afrique (1970-1999)..... | 3 |
| Figure 2 Objectifs du Millénaire pour le développement | 11 |
| Figure 3 : Prévisions de l'hypothèse sur le budget d'aide supplémentaire..... | 34 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Distribution de l'APD en 2001 | 4 |
| Tableau 2 : Familles d'ONG entre les années 1953-1993 | 6 |
| Tableau 3 : Principaux résultats des modèles testés | 31 |

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

| | |
|--------|---|
| APD | Aide publique au développement |
| CAD | Comité d'aide au développement |
| CARE | Cooperative for American Remittances to Europe |
| CPO | Condition de premier ordre |
| FMI | Fond monétaire international |
| HIPC | Highly Indebted Poor Countries |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| OMD | Objectifs du Millénaire pour le développement |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| OXFAM | Oxford committee for Famine relief |
| PIB | Produit intérieur brut |
| UNESCO | L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture |
| URSS | L'Union des républiques socialistes soviétiques |
| USAID | United States agency for international development |

LISTE DES VARIABLES MATÉMATIQUES

| | |
|-----------|---|
| A | Budget d'aide exogène total |
| A_j | Budget d'aide du pays j |
| J | Nombre de pays aidés dans Pedersen (2001) |
| V | Consommation |
| Y | Revenu |
| R | Riche |
| P | Pauvre |
| V_j^R | Consommation des riches dans le pays j |
| V_j^P | Consommation des pauvres dans le pays j |
| Y_j | Revenu national dans le pays j |
| Y_j^R | Revenu des riches dans le pays j |
| Y_j^P | Revenu des pauvres dans le pays j |
| w_j | Fonction de bien-être du pays j |
| n | Coefficient d'aversion à la pauvreté |
| U | Fonction de bien-être de l'entité d'aide dans Pedersen (2001) |
| M | Nombre d'ONG dans le marché compétitif |
| m | Nombre de pays aidés par ONG |
| c | Coefficient de la fonction d'imputabilité des ONG |
| λ | Coefficient de Lagrange |

RÉSUMÉ

Si un individu s'engage à toujours venir en aide à un autre, ce dernier n'aura pas intérêt à tout mettre en œuvre pour se prémunir contre des coups durs. Tel est le dilemme du Samaritain. Appliqué à l'aide publique au développement, cela signifie qu'un pays pauvre recevant de l'aide n'aura pas avantage à lutter efficacement contre la pauvreté, faute de quoi, il perdrait ce transfert. Ceci représente une des causes de l'inefficacité de l'aide publique au développement (APD). Dans ce mémoire, il est question des impacts qu'auraient des organisations non gouvernementales (ONG) sur la réduction de la pauvreté. Pour y arriver, nous les modéliserons en situation d'allocation d'APD. Les résultats suggèrent que la compétition entre les ONG a un impact positif sur la réduction de la pauvreté et crée un contrepoids au dilemme du Samaritain.

Mots clés : APD, Dilemme du Samaritain, ONG

INTRODUCTION

« Nous ne ménagerons aucun effort pour délivrer nos semblables - hommes, femmes et enfants - de la misère, phénomène abject et déshumanisant qui touche actuellement plus d'un milliard de personnes. Nous sommes résolus à faire du droit au développement une réalité pour tous et à mettre l'humanité entière à l'abri du besoin. »¹

Ce n'est pas la première fois qu'une promesse semblable est clamée haut et fort sur la place publique. Toutefois, le sous-développement et la pauvreté des pays du tiers monde persistent. Ceci est d'autant plus surprenant que l'aide publique au développement (APD)², octroyée par les membres du comité d'aide au développement (CAD)³, a atteint le niveau historique de 106,5 milliards de \$ US en 2005.⁴

En revanche, certains acteurs du développement ont un avis pessimiste sur cette aide. Entre autre, Jeffrey Sachs⁵ considère ce montant insuffisant et mal distribué afin d'aider adéquatement les pays les plus démunis.⁶ C'est pourquoi, en tant que responsable du programme les *Objectifs du Millénaire pour le développement* (OMD)⁷, il tente de convaincre les pays donateurs du CAD d'investir 0,7 % de leur PIB en aide internationale d'ici 2015.

¹ Déclaration du Millénaire, ONU A/Res/55/2, 2000, Site Internet de l'UNESCO : http://www.unesco.org/water/wwap/facts_figures/mdgs_fr.shtml, 28 novembre 2006.

² L'objectif principal de l'APD est de promouvoir le développement économique et social des pays récipiendaires. L'APD représente la somme des opérations et des mécanismes financiers assortis de conditions de faveur des pays donateurs envers les pays en voie de développement.

³ Les pays membre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Ireland, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Etats-Unis, Grande-Bretagne.

⁴ OCDE (2006a).

⁵ Directeur de «Earth Institute at Columbia University» et conseiller spécial du Secrétaire Général de l'ONU.

⁶ Tiré d'une conférence de J. Sachs présenté au Centre de Recherches pour le Développement International. (CRDI) le 19 juin 2001 à Ottawa, http://www.idrc.ca/fr/ev-25642-201-1-DO_TOPIC.html, Mai 2007.

⁷ Ce programme sera expliqué dans la section 1.2.3

Dans le but de combattre la pauvreté, un envoi massif d'aide semble un élément important d'après lui, mais est-ce suffisant ? La réponse à cette question est probablement non, comme en témoigne la vaste littérature économique au sujet de l'inefficacité historique de l'aide. Ainsi, il est possible, vu les piètres résultats observés, qu'une augmentation substantielle de l'aide n'engendre pas nécessairement une diminution de la pauvreté.

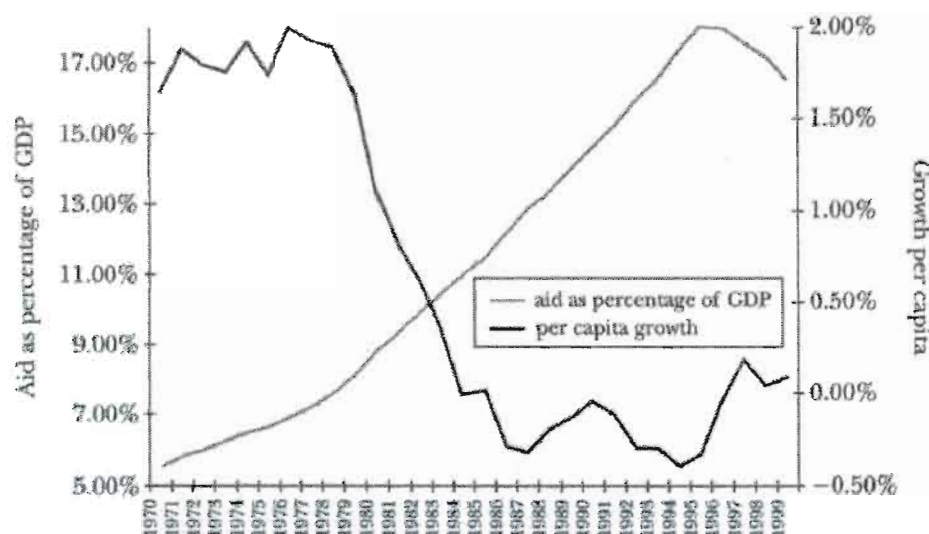
William Easterly a lui aussi une vision pessimiste de l'aide, mais pour une toute autre raison : selon lui, il y aurait trop d'aide et non le contraire. Il se fait l'avocat du diable en dénonçant, dans son livre « *The Elusive Quest for Growth* »⁸, l'inefficacité de certains programmes de réduction de la pauvreté. De ces revers, citons entre autres : les investissements en machinerie et en éducation, les prêts conditionnels et les pardons de dette. De façon générale, il explique l'échec de ces tentatives par une seule phrase : « *People respond to incentives, all the rest is commentary.* »⁹ En d'autres mots, les insuccès des actions entreprises ont tous comme base commune de ne pas avoir tenu compte des incitatifs en jeu.

La littérature économique a depuis longtemps mis en évidence ce problème d'incitation perverse que l'on nomme le dilemme du Samaritain. Ce dilemme, mis de l'avant par Buchanan (1975), est présent dans toutes relations d'entraide. Si A anticipe que B l'aidera toujours en cas de besoin, A ne prendra pas de mesures efficaces pour éviter de se retrouver dans le pétrin. Autrement dit, l'assurance de l'aide crée des incitations perverses. En particulier, un programme d'aide allouant ses ressources en se basant sur le niveau de pauvreté, engendrera un effet contre-productif. En réalité, les pays récipiendaires auraient peu d'intérêt à opter pour de bonnes politiques de réduction de la pauvreté, car dans ce cas, ils verraient diminuer le niveau de l'aide leur étant destiné. Le graphique suivant illustre, à sa façon, ce dilemme.

⁸ Easterly, W., 2001, *The Elusive Quest for Growth*, MIT Press, 362 pages.

⁹ Easterly, W., 2001, *The Elusive Quest for Growth*, MIT Press, page xii.

Figure 1 Niveau d'aide et de croissance en Afrique (1970-1999)



Source : Easterly (2003), Page 35.

Cette figure montre une relation inverse entre l'aide et la croissance. Il n'est donc pas faux de penser qu'un des problèmes de l'APD n'est pas seulement quantitatif, mais repose aussi sur la façon dont elle est allouée.

C'est pour cette raison que je me propose d'apporter des éléments de réponse permettant de combattre les effets contre-productifs de l'aide engendrés par le dilemme du Samaritain. Dans cette optique, le chapitre I présentera le contexte historique et une revue de la littérature économique, afin de trouver des faits théoriques et empiriques expliquant l'inefficacité de l'aide. Au chapitre II on retrouvera un modèle illustrant l'inefficacité de l'aide en présence du dilemme du Samaritain, en l'occurrence celui de Pedersen (2001). Ce modèle servira d'étalon (benchmark) pour comparer les résultats d'hypothèses voulant augmenter l'efficacité de l'aide. Comme principale hypothèse de ce mémoire, je testerai la possibilité que les organismes non gouvernementaux (ONG) fassent contrepoids au dilemme du Samaritain.

Ces organisations d'entraide, majoritairement à but non lucratif, croissent depuis plus de 50 ans. Elles sont aujourd'hui des actrices matures pouvant œuvrer efficacement et à grande échelle sur des problématiques humanitaires. Cependant, l'aide passant par leur main reste marginale dans l'ensemble. Le tableau suivant démontre ce fait.

Tableau 1 : Distribution de l'APD en 2001

| Country | 1. Bilateral ODA | 2. To NGOs | 3. To Multilateral institutions | 4. Delegated aid (2+3) | 5. Non-delegated aid (1-2) |
|-------------|---------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------|-------------------------------|
| Australia | 75.7 | 0.1 | 24.3 | 24.4 | 75.6 |
| Austria | 64.1 | 0.3 | 35.9 | 36.2 | 63.8 |
| Belgium | 57.9 | 0.6 | 42.1 | 42.7 | 57.3 |
| Canada | 78.3 | 11.0 | 21.7 | 32.7 | 67.3 |
| Denmark | 63.3 | 0.6 | 36.7 | 37.3 | 62.7 |
| Finland | 57.7 | 1.1 | 42.3 | 43.4 | 56.6 |
| France | 61.8 | 0.6 | 38.2 | 38.8 | 61.2 |
| Germany | 57.2 | - | 42.8 | - | - |
| Greece | 40.9 | - | 59.1 | - | - |
| Ireland | 64.3 | 9.6 | 35.7 | 45.3 | 54.7 |
| Italy | 27.2 | 5.2 | 72.8 | 78.0 | 22.0 |
| Japan | 75.7 | 1.8 | 24.3 | 26.1 | 73.9 |
| Luxembourg | 75.2 | 0.6 | 24.8 | 25.4 | 74.6 |
| Netherlands | 70.1 | 9.8 | 29.9 | 39.7 | 60.3 |
| New Zealand | 75.9 | 4.4 | 24.1 | 28.5 | 71.5 |
| Norway | 69.9 | - | 30.1 | - | 30.1 |
| Portugal | 68.3 | 0.6 | 31.7 | 32.3 | 67.7 |
| Spain | 66.2 | 0.3 | 33.8 | 34.2 | 65.8 |
| Sweden | 72.3 | 5.1 | 27.7 | 32.8 | 67.2 |
| Switzerland | 71.0 | 3.6 | 29.0 | 32.6 | 67.4 |
| UK | 57.3 | 4.1 | 42.7 | 46.9 | 53.1 |
| USA | 72.5 | - | 27.5 | - | - |
| DAC average | 66.9 | 2.2 | 33.1 | 35.3 | 64.7 |

Source : Hagen (2006), page 250

En 2001, un total de 2,2% de toute l'APD était allouée aux ONG tandis qu'un tiers allait aux institutions multilatérales (tels que la Banque Mondiale et le FMI). Le reste se transigeait par voie bilatérale (aide directement octroyée d'un pays à un autre). En se basant sur ces chiffres, je m'interroge sur l'effet, en termes de réduction de la pauvreté, qu'aurait une augmentation de la part de l'APD allouée aux ONG.

Finalement, le chapitre III discutera des impacts de l'ajout des ONG au modèle initial (celui de Pedersen (2001)). L'emphasis sera mise sur l'application réelle des résultats théoriques, sous forme de recommandations. Ainsi, j'analyserai la faisabilité et les limites des solutions avancées.

CHAPITRE I

CONTEXTE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE

Depuis les années 70, la littérature économique s'intéresse au manque de résultats engendré par l'aide publique au développement. Les recherches dans le domaine sont de plus en plus nombreuses, et constituent un point de départ inévitable pour ce mémoire. Ainsi, des définitions seront expliquées et une revue de la littérature sera présentée dans ce chapitre afin de mieux situer le contexte entourant les organisations d'aide et les sommes allouées à la réduction de la pauvreté.

1.1 Définition des organisations non gouvernementales (ONG)

La définition des ONG est obscure car elle englobe tous ce qui n'est pas gouvernemental. Pour certains, elles sont simplement des « organisations résultant de l'initiative privée et qui agissent indépendamment du gouvernement »¹⁰. Pour l'ONU, elles correspondent à des « [...] associations d'initiative privée qui doivent impérativement avoir une assise internationale¹¹ et jouir d'un statut consultatif auprès des organisations internationales. »¹² La définition qui sera utilisée pour ce travail est décrite dans la « Charte sur l'obligation de rendre des comptes »¹³ proposée par Amnesty International et qui stipule qu'une ONG est une « [...] organisation indépendante à but non lucratif qui travaille sur le plan mondial pour faire progresser les droits humains, le développement durable, la protection de l'environnement, l'action humanitaire et d'autres biens publics. »

¹⁰ Arts, Noortmann and Reinalda, « *Non-State Actors in international Relations* », 2001, page 12.

¹¹ Dans cette définition, une assise internationale correspond à une implication dans au moins 3 pays.

¹² « ONG et Entreprises : du duel au duo ? », Collection Edelman, 2001, p. 13.

¹³ Sur le site d'*Amnesty International*, on peut y trouver la Charte ainsi que les signataires : <http://web.amnesty.org/library/Index/FRAIOR800062006?open&of=FRA-312>, février 2007.

Afin de simplifier les sous-ramifications possibles touchant les ONG, seules celles se référant à leur famille seront utilisées. Le tableau suivant nous donne quelques statistiques.

Tableau 2 : Familles d'ONG entre les années 1953-1993

| | 1953 (N = 110) | 1973 (N = 183) | 1993 (N = 631) |
|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Droits internationaux | 12,70 % | 13,70 % | 4,10 % |
| Paix | 10,00 % | 7,70 % | 9,40 % |
| Ordre Mondial | 7,30 % | 6,60 % | 7,60 % |
| Esperanto | 10,00 % | 15,30 % | 8,60 % |
| Droits Humains | 30,00 % | 22,40 % | 26,60 % |
| Droits des Femmes | 9,10 % | 8,70 % | 9,70 % |
| Droits des Minorités | 9,10 % | 9,80 % | 4,60 % |
| Développement | 2,70 % | 3,80 % | 5,40 % |
| Environnement | 1,80 % | 5,50 % | 14,30 % |

Source : Adapté de Keck et Sikkink, 1998, p. 11, Table 1

Dans un premier temps, on réalise que la famille la plus importante d'ONG est celle traitant des droits humains. Par contre, ce qu'il faut retenir de ce tableau, c'est que les ONG, qui sont en croissance depuis 50 ans, agissent dans plusieurs domaines connexes, mais tout en partageant un objectif altruiste. Ce mémoire traite principalement de la réduction de la pauvreté, mais ceci ne signifie pas que seules les ONG de développement soient intéressantes. Au contraire, c'est davantage la synergie entre toutes les familles d'ONG qui, à mon avis, peut arriver à améliorer le sort des moins nantis.

1.2 Contexte historique

1.2.1 Les premières années de l'aide internationale

La Deuxième Guerre mondiale est un point de départ logique lorsqu'on parle du début des ONG et de l'aide publique au développement (APD). Bien entendu, certaines ONG existaient déjà avant. Par exemple, la Fondation Rockefeller, fondée en 1913, avait déjà comme mission de combattre la pauvreté en investissant massivement dans des projets d'éducation et de santé dans les pays pauvres.¹⁴

¹⁴ Pour plus d'informations sur la Fondation Rockefeller, visiter son site : <http://www.rockfound.org> (février 2006).

On peut aussi citer la Croix-Rouge, créée en 1863, dans le but « [...] de renforcer le service de santé durant les guerres et en temps de paix, de former du personnel et de préparer des secours matériels »¹⁵. Cependant, la Deuxième Guerre Mondiale marqua vraiment la fin de la marginalité de ces organisations.

Tout d'abord, cette guerre provoqua une vague de création d'ONG de développement et de reconstruction. Par exemple, OXFAM vit le jour en 1942, suite à l'initiative d'un groupe d'universitaires britanniques voulant combattre la famine affligeant la Grèce. Constatant l'utilité de ses actions, le comité élargit ses objectifs pour combattre « [...] les souffrances résultant de la guerre ou autres crimes humanitaires dans le monde et en appuyant les plus démunis des pays pauvres dans leurs efforts de survie et de développement »¹⁶. Aujourd'hui, cette ONG est composée de 13 entités nationales, dont une pour le Canada et une autre pour le Québec. Il y a aussi CARE, fondé en 1945, alors que 22 organisations américaines se regroupaient afin d'acheminer des biens essentiels aux survivants de la Deuxième Guerre mondiale. Par la suite, cette organisation se proposa de « [...] mettre en place des solutions durables aux problèmes causals de la pauvreté. »¹⁷ Bref, ces deux ONG, comme beaucoup d'autres, furent la réponse à des besoins immédiats, mais se transformèrent peu à peu en organisations pouvant œuvrer sur des problématiques de plus grande ampleur et à plus long terme.

Il serait faux de dire que l'APD existe seulement depuis un demi-siècle. Néanmoins, c'est avec la signature du plan Marshall par Truman, en 1947, que l'idée de la nécessité d'aider le reste du monde prit véritablement son envol.¹⁸ Ce plan visait la reconstruction de l'Europe de l'Ouest, financée par les États-Unis. Durant les quatre premières années, les États-Unis investirent 13 milliards en dollars de l'époque dans ce programme, dont 11 milliards en dons. En contrepartie, les pays récipiendaires devaient coordonner leurs investissements et acheter des biens américains.

¹⁵ « ONG et Entreprises : du duel au duo ? », Collection Edelman, 2001, p.40.

¹⁶ Pour plus d'informations sur OXFAM, visiter son site : <http://www.oxfam.org/fr/> (Mai 2007).

¹⁷ Pour plus d'informations sur CARE, visiter son site : <http://www.care.org/index.asp> (Mai 2007).

¹⁸ Inspiré de : Olivier G. L'aide publique au développement : un outil à réinventer, Éditions Charles Léopold Mayer, 177 pages, 2004.

L'URSS refusa d'adhérer à ce programme, y voyant une propagande de la libéralisation des marchés, ce qui constitua un des préludes à la Guerre froide.¹⁹

Durant ces années d'après-guerre, une division s'effectue entre l'Est capitaliste et l'Ouest communiste, isolant les pays non alignés, qu'on nomme le « tiers monde ». Rapidement, cette expression sert à désigner les pays en développement plutôt que ceux non alignés. C'est ainsi que l'aide devient une arme majeure dans ce combat d'influence, afin d'inciter les pays du tiers monde à adhérer à l'une ou l'autre de ces idéologies économiques.

Par exemple, Kennedy lança le message suivant au Congrès américain en 1961 :

*« In our time these new nations need help...to reach the stage of self-sustaining growth...for a special reason. Without exception, they are all under Communist pressure. »*²⁰

Conséquemment, au cours de son mandat, l'aide au développement augmente de 25 %. Son successeur, Lyndon B. Johnson, continuera sur cette lancée en faisant grimper l'aide à un record historique, soit 0,6 % du PIB américain de l'époque.²¹ La pensée économique sous-jacente à cet envoi massif d'aide fut influencée par le modèle Harrod-Domar.

Ce dernier modèle prédit que la croissance économique d'un pays est proportionnelle à ses dépenses en investissements. Supposant que les pays en développement soient incapables d'épargner suffisamment pour atteindre un niveau d'investissements nécessaire à la croissance, l'aide devrait servir à combler cette différence, appelée « *financing gap* ». Cet épisode ne fut pas couronné de succès. Parmi les raisons avancées, on dit que cette théorie est une condition nécessaire, mais pas suffisante.²² Ensuite, les gouvernements récipiendaires n'ont pas intérêt à bien dépenser cet argent, car dans ce cas, ils recevraient moins d'aide l'année suivante : d'où la présence d'incitations perverses.

¹⁹ Pour une analyse plus approfondie de ce plan, se référer à Eichengreen, Uzan, Crafts & Hellwig (1992).

²⁰ Citation rapportée par Easterly (1997).

²¹ Easterly W. *The Elusive Quest for growth*, MIT Press, 2002, pages 33.

²² Inspiré de Easterly (1997).

Parallèlement à l'abondance de l'APD due à la Guerre froide, l'ONU déclare, en 1960, que la prochaine décennie sera celle du développement, favorisant ainsi la multiplication d'ONG. Suite à cette déclaration, on voit naître les premières ONG situées dans les pays en voie de développement. Elles sont généralement issues d'un mouvement social opposé au gouvernement en place. Ces organisations ont tendance à être très motivées, mais peu organisées. Elles sont parfois soutenues financièrement et idéologiquement par des ONG établies dans des pays industrialisés. Les relations entre les ONG du Sud pauvre et celles du Nord riche sont souvent personnelles et informelles.²³

1.2.2 Les années difficiles

Cette période, où l'aide fut abondante et inconditionnelle, aussi nommée les Trente Glorieuses de l'APD, prit fin au début des années 1980. Principalement à cause de la faible efficacité de l'aide en matière de développement économique et social, apparaît la nouvelle doctrine « *Trade, not Aid* ». C'est aussi à ce moment que les crises pétrolières amenant des récessions en occident, remettent en doute les crédits inconditionnels accordés à l'aide. L'arrivée au pouvoir de Thatcher en Grande-Bretagne et de Reagan aux États-Unis marque véritablement le début de cette philosophie.

De leur côté, les bailleurs de fonds, tels que la Banque mondiale et le FMI, optent pour de l'aide et des prêts en échange de réformes structurelles²⁴. Le nouveau dogme économique est « *adjustment with growth* ». Durant les années 80, ces derniers octroient, en moyenne, 6 prêts pour chaque pays africain en échange d'ajustements structurels.²⁵ Malgré toutes ces réformes, les résultats espérés ne sont pas atteints. Les incitations pointent vraisemblablement dans la mauvaise direction. Finalement, l'émission des prêts est faite, mais les changements ont rarement lieu. Fait marquant : l'effort pour discriminer les gouvernements corrompus de ceux ne l'étant pas ne fut jamais fait.²⁶

²³ Mawksley, Townsend & Porter (2005).

²⁴ De façon générale, une réforme structurelle repose sur des diagnostics conjoncturels et vise à avoir des effets sur la libéralisation des demandes de biens et de travail, sur l'offre de ces derniers ou encore sur les processus d'ajustement entre offre et demande.

²⁵ Easterly W. *The Elusive Quest for growth*, MIT Press, 2002, pages 102.

²⁶ D'après Easterly W. *The Elusive Quest for growth*, MIT Press, 2002, pages 109.

En somme, les pays récipiendaires n'avaient pas intérêt à opter pour des politiques de bonne gouvernance.

Durant les années 80 et 90, on assiste à une augmentation exponentielle du nombre d'ONG, autant dans les pays industrialisés qu'en développements. De plus, cette nouvelle génération emploie majoritairement une classe moyenne éduquée et urbaine. C'est ainsi qu'elles grandissent en professionnalisme et en transparence.²⁷

1.2.3 De nos jours

Vers la fin du millénaire, le débat sur l'APD prend une autre tournure quand le Pape, le Dalai-Lama et Bono se firent les défenseurs de l'annulation des dettes des pays pauvres. Cette pratique, de plus en plus en vogue, prend toute son ampleur avec le programme « *Highly Indebted Poor Countries* » (HIPC), qui vit officiellement le jour en 1999.²⁸ Cette idée n'est cependant pas récente. Déjà dans les années 80, cette façon de faire est pratiquée, mais reste marginale par rapport au total de l'APD. Des études économétriques sur les pardons de dettes, faites entre 1989 et 1997, démontrent que les pays en ayant bénéficiés, s'endettent davantage.²⁹ De plus, les pays membres du HIPC ont eu, en moyenne, des déficits budgétaires plus importants durant cette période (malgré les allègements de dette) que les autres pays en développement ne faisant pas partie du programme. Comme la majorité des tentatives précédentes, les incitatifs favorisant la bonne gestion brillent par leur absence. Pourquoi un gouvernement irresponsable changerait-il ses habitudes suite à une annulation de sa dette ? En définitive, l'annulation de dette reste futile si les gouvernements en place n'optent pas pour une gestion responsable et un développement durable.

²⁷ Mawdsley, Townsend & Porter (2005).

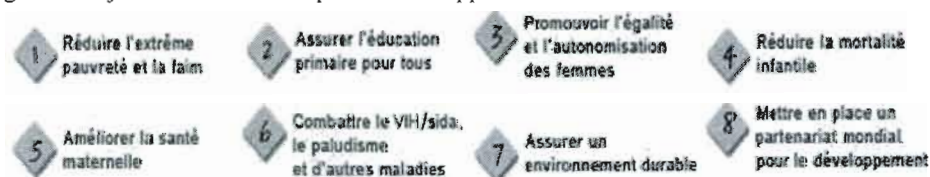
²⁸ Site de la Banque mondiale :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTDEBTDEPT/0,contentMDK:20260411~menuPK:64166739~pagePK:64166689~piPK:64166646~theSitePK:469043,00.html>, Mai 2007.

²⁹ Easterly W. *The Elusive Quest for growth*, MIT Press, 2002, pages 128.

Parallèlement en 1996, les « *Objectifs du Millénaire pour le développement* »³⁰ (OMD) sont créés afin de combattre la pauvreté extrême et d'augmenter significativement le niveau de vie des plus démunis. Ce programme compte 8 objectifs bien définis devant être atteints pour 2015.

Figure 2 Objectifs du Millénaire pour le développement



Source : Site des OMD : http://www.un.org/french/millenniumgoals/goal_2.html, mars 2007

Dans le rapport « *The millennium Development Goals Report 2005* »³¹ de l'ONU, on apprend que l'indicateur mondial de la pauvreté est en baisse grâce au progrès important de l'Asie. En contrepartie, plusieurs pays subsahariens ont vu leur population s'appauvrir depuis le début de ce programme. Pour ce qui est des objectifs 2 et 3, il y a encore beaucoup de chemin à faire pour les atteindre d'ici la fin de l'échéancier. Ensuite, des progrès sont faits quant à la mortalité infantile et à la santé maternelle, mais, à ce rythme, ils seront insuffisants pour rencontrer les exigences du programme. Malheureusement, le combat contre le VIH, la malaria et la tuberculose est loin d'être gagné par manque de ressources et dû à la propagation rapide de ces maladies. Pour l'objectif 7, il y a bien eu un accroissement des points de distribution d'eau potable, mais les conditions sanitaires restent inadéquates. Finalement, dans la mise en place de partenariat mondial, pour atteindre tous les autres buts, la sensibilisation semble réussie, mais les contributions et les engagements se font encore attendre. En conclusion, ce programme met bien en évidence la destination à atteindre, mais reste plus discret sur le chemin à prendre pour y parvenir. Ceci peut expliquer les résultats mitigés obtenus jusqu'à ce jour.

³⁰ Site de l'ONU : <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>, Mai 2007.

³¹ Document disponible sur le site de l'ONU : <http://www.unfpa.org/icpd/docs/mdgrept2005.pdf>, mars 2007.

Il ne faut pas oublier le rôle important des ONG dans l'atteinte des OMD ; elles sont reconnues comme étant des actrices importantes dans la lutte à la pauvreté et au respect des droits humains. Elles coopèrent dans des conférences internationales et travaillent avec les gouvernements. De plus, sous le règne de l'ancien président Clinton, un vote de confiance leurs fut octroyé, car l'aide allouée aux ONG s'accrut de 50% par année au sein de l'USAID.³² Aussi, un rapport de la Banque mondiale, datant de 1996, encourageait un plus grand partenariat entre ONG et gouvernements du sud, suite à leurs bons résultats en terme de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la qualité de vie dans les pays sous-développés.³³

1.3 Revue de la littérature

Depuis une décennie, la littérature entourant l'aide au développement est florissante. Ceci est principalement dû au fait que les études économétriques sur le sujet ont démontré certains faits troublants.

Tout d'abord, un bref survol de la littérature nous permet de constater que l'APD n'a pas eu d'impact significatif sur la croissance des pays récipiendaires, comme l'ont démontré Boone (1996) et Svensson (2000). De plus, ce courant d'analyse estime que l'aide serait majoritairement consommée plutôt qu'investie. Pour sa part, Easterly (2003) estime que la corruption ainsi que la mauvaise gouvernance représentent les principaux facteurs de l'inefficacité de l'aide.

La littérature ne dénonce pas les mêmes sources d'insuccès pour l'aide bilatérale que pour l'aide multilatérale; toutes deux éléments de l'APD. Notamment, les recherches entourant l'aide bilatérale se sont questionnées sur les réelles motivations des pays donateurs. C'est ainsi qu'Alesina & Dollar (2000) et Schraeder (1998) démontrent que le déterminant principal est l'intérêt du donateur, et non pas celui du receveur.

³² Tvedt (1998).

³³ Lewis (1997).

Autrement dit, les pays donateurs offrent de l'aide bilatérale par souci tactique et cela, bien avant de prendre en compte des considérations comme la démocratie, l'ouverture économique ou la bonne gouvernance. Ainsi, cette façon de faire est davantage un investissement stratégique que de l'APD. En somme, ce type d'aide semble incapable de jouer le rôle de générateur de richesse et de réducteur de pauvreté pour les plus démunis, car il s'intéresse peu aux besoins réels des pays récipiendaires.

Par contre, aux yeux de la littérature sur le sujet, l'aide multilatérale n'est pas sans défaut non plus. En premier lieu, certains avancent l'idée qu'elle se fait l'avocat d'une libéralisation rapide du marché qui favoriserait davantage les pays du CAD que les bénéficiaires.³⁴ Ensuite, comme présenté dans l'introduction, le dilemme du Samaritain est une des raisons avancées pour expliquer son inefficacité. Ouvrons une parenthèse pour approfondir ce qui a été fait sur cette problématique.

Le dilemme du Samaritain est un concept général touchant les domaines où de l'aide est versée et impliquant un pays donateur et un pays récipiendaire. Buchanan (1975) fut le premier à le nommer et à l'appliquer à l'aide au développement. Une façon de le voir est que la promesse inconditionnelle d'aide crée le besoin. En d'autres mots, le fait d'effectuer des transferts aux démunis n'encourage en rien le combat contre la pauvreté. Par exemple, dans un contexte d'aide au développement, un pays a tout avantage à conserver une portion de sa population pauvre.

Pedersen (2001) vérifie si un organisme d'aide désirant réduire la pauvreté pourrait engendrer des impacts contre-productifs, par exemple : entraîner davantage de pauvreté que s'il s'abstenait de verser l'aide. Pedersen mathématise ce que Buchanan avait expliqué de façon théorique dans son papier de 1975. Ainsi, il a su modéliser la contre-productivité de l'aide malgré la présence d'un donateur altruiste et bienveillant. Il démontre aussi que plus l'aide est importante ou plus il y a de récipiendaires en compétition, plus les effets pervers seront forts.

³⁴ Olivier G. L'aide publique au développement : un outil à réinventer, Éditions Charles Léopold Mayer, 177 pages, 2004.

Plusieurs autres chercheurs ont travaillé à trouver des solutions à ces incitations pernicieuses. Par exemple, Coate (1995) présente un modèle composé de deux agents représentatifs : l'un pauvre et l'autre riche. L'agent pauvre a une probabilité de perdre une partie de ses biens, mais se voit offrir la possibilité d'acheter une assurance afin de s'en prévenir. L'agent riche, pour sa part, doit payer une taxe afin de fournir une aide aux pauvres perdant leurs biens et n'étant pas assurés. Les résultats du modèle prédisent que l'agent pauvre ne s'assurera pas. Il préférera consommer tout son revenu, et se fier aux transferts forfaitaires de l'agent riche dans le cas où il perdrait une partie de ses biens. L'auteur de ce texte propose donc de ne plus dédommager le pauvre malchanceux, mais bien de lui offrir une assurance avec les cotisations de l'agent riche. Autrement dit, il propose le transfert d'assurance comme solution. D'après moi, malgré que cette solution semble efficace, elle paraît peu réalisable. En réalité, le risque moral associé à un transfert d'assurance et la forte part des économies informelles inassurables dans le pays en voie de développement me laisse perplexe devant cette solution.

Azam & Laffont (2003) proposent une aide conditionnelle qui obligerait les pays récipiendaires à bien gérer ce transfert afin de réduire la pauvreté. Cependant, Collier (1997) doute de cette idée, car il pense que les pays donateurs seront incapables de s'engager à ne pas aider un pays dans le besoin même si ce dernier ne respecte pas toutes les conditionnalités : la menace ne serait donc pas crédible.

Torsvik (2005) est un autre auteur qui a travaillé sur un modèle semblable à celui utilisé par Pedersen (2001), auquel il a greffé des modifications permettant de contrer le dilemme du Samaritain. Pour ce faire, il a intégré une deuxième période. Son but était de pouvoir analyser, en termes de réduction de la pauvreté, les résultats de la première période afin de déterminer le montant d'aide à verser dans la seconde. Malgré que les incitations perverses semblent moindres dans ce cas, l'auteur est lui-même sceptique devant la faisabilité de cette solution, car elle s'apparente trop à de la conditionnalité, donc aux problèmes de crédibilité. Comme nous l'avons vu précédemment, ce principe n'a pas fait ses preuves dans la littérature économique.³⁵

³⁵ Torsvik, G., 2005. Foreign economic aid; should donors cooperate? *Journal of Development Economics*, Volume 77, page 508.

Dans le même article, il propose d'utiliser des organisations moins averses à la pauvreté afin de contrer les effets néfastes pouvant être engendrés par l'aide.

Parallèlement, Hagen (2006) se lance dans le débat en utilisant l'aversion à la pauvreté comme point de départ. Il avance l'idée, qu'afin de combattre les incitations perverses, il faut déléguer davantage à des organisations moins averses à la pauvreté. Par délégation d'aide, on sous-entend d'augmenter la part de l'aide multilatérale, au détriment de l'aide bilatérale. Comme organisme multilatéral candidat, il propose la Banque mondiale, car il dit qu'elle s'intéresse davantage à l'inflation et au chômage qu'à la réduction de la pauvreté.³⁶ La voie que je me propose de suivre est semblable à celle trouvée dans ce texte, dans le sens où je crois que la délégation de l'aide est indispensable pour réduire la pauvreté. Mon optimisme n'est toutefois pas aussi éloquent quant à la vision de l'auteur du besoin de réduire l'aversion à la pauvreté pour atténuer les effets du dilemme du Samaritain parce que pour ce faire, il faudrait que l'aide transige entre des mains moins altruistes, donc moins enclines à aider les plus démunis. Je ne crois pas qu'il serait judicieux de tenter d'écarter les incitations perverses simplement en réduisant la volonté d'aider des donateurs. Suivant l'idée originale de Hagen (2006), je propose de déléguer davantage d'aide aux ONG, non pas parce qu'elles sont moins averses à la pauvreté que les autres acteurs du développement, mais bien parce qu'elles évoluent sur un marché concurrentiel (d'après l'OCDE, elles sont 4000 dans les pays du Nord et entre 10 000 et 20 000 dans les pays du Sud)³⁷. Intuitivement, ceci signifie qu'une ONG ayant de bons résultats en termes de réduction de pauvreté ou de développement, sera plus susceptible d'attirer des donations privées et gouvernementales. Par conséquent, l'hypothèse que je me propose de défendre n'est pas d'opter pour des organisations d'aide moins averses à la pauvreté, mais bien pour d'autres étant constamment en compétition et devant faire preuve d'initiative afin d'atteindre leurs objectifs altruistes.

Dans cet ordre d'idée, les travaux de Masud & Yontcheva (2005) sont très pertinents. Ces auteurs se sont intéressés à l'efficacité de l'APD, mais plus particulièrement à celle distribuée par les ONG durant la dernière décennie. Économétriquement, les auteurs comparent l'efficacité de l'aide octroyée bilatéralement par les pays de l'Union européenne à celle allouée par les ONG européennes.

³⁶ Hagen (2006), page 251.

³⁷ Carapico (2000).

Suite aux analyses économétriques, les résultats démontrent que l'aide provenant des ONG a un impact significatif sur la réduction de la mortalité infantile, contrairement à l'aide bilatérale. Ensuite, pour ces deux sources d'aide, l'impact est peu significatif au niveau de l'alphabétisation. Finalement, les résultats démontrent aussi que l'aide provenant des ONG engendre un effet positif sur la réduction de la pauvreté parmi les gouvernements récipiendaires. Ce qui signifie qu'ils augmentent les dépenses publiques dans les domaines où sont présentes les ONG et ainsi, provoquent un effet synergique. L'effet est complètement inverse lorsqu'on parle de l'aide bilatérale : les gouvernements dilapident ou diluent les fonds qui leur sont accordés. La raison avancée par les auteurs pour ce phénomène est que les ONG allouent leurs budgets sur le terrain même, contrairement à l'aide bilatérale qui est directement remise au gouvernement. Les résultats de cet article soutiennent l'hypothèse défendant la validité des ONG comme alternative afin d'acheminer efficacement l'APD.

CHAPITRE II

MODÈLE

2.1 Présentation et justification de l'idée générale

En récapitulatif, malgré les montants importants d'APD, les résultats en terme de réduction de pauvreté et de croissance restent mitigés. De même, l'aide bilatérale semble inefficace par ses motivations propres, tandis que l'aide multilatérale est soumise à des problèmes d'incitations perverses.

Parallèlement, les ONG, qui représentent un marché compétitif d'aide commencent à jouer un rôle important dans l'allocation de l'aide multilatérale. Elles possèdent un budget composé de donations gouvernementales et privées représentant approximativement 2% de l'APD en 2005 (Hagen 2006). Ainsi, elles sont les agents d'un marché voulant aider les plus démunis et leur budget dépend de leur capacité à démontrer qu'ils sont les meilleurs pour remplir cet objectif.

Afin de trouver une piste pour améliorer l'efficacité de l'aide, je m'interroge sur l'opportunité qu'une plus grande part de l'APD se transige par les ONG. Autrement dit, je cherche à vérifier dans quelle mesure elles seraient plus efficaces que la Banque mondiale ou des gouvernements donnant bilatéralement. Donc pour étudier ce point, une modélisation de l'impact des ONG sur l'allocation de l'aide multilatérale sera utilisée.

Pour ce faire, l'utilisation du modèle présenté dans Pedersen (2001) sera le point de départ. Ce modèle fut choisi parmi tous, car il présente une situation d'aide multilatérale soumise au dilemme du Samaritain. De plus, il est contemporain, utilise des hypothèses conservatrices (bienveillance du gouvernement récipiendaire et altruisme du donateur), et finalement, est propice à des modifications dû à sa relative simplicité.

Dans ce modèle, il est question d'une entité altruiste, qui grâce à un budget d'aide exogène, tente de réduire la pauvreté dans les pays récipiendaires. L'indicateur représentant la pauvreté est fonction de la consommation des pauvres. À la base, ce modèle englobe tout type d'aide multilatérale, mais j'avance qu'il n'est pas adéquat pour représenter une ONG et son contexte de concurrence. La modification que j'apporte permettra de faire apparaître l'entité comme ayant un budget d'aide endogène. Ceci permettra de refléter le marché compétitif dans lequel évoluent les ONG. Ainsi, leur introduction dans ce modèle testera théoriquement leur efficacité : soit leur impact sur la réduction de la pauvreté. De plus, elles ont le pouvoir d'attirer des donations supplémentaires du privé, contrairement à la Banque mondiale et aux gouvernements taxant déjà ses citoyens. La raison est que les ONG représentent une alternative valable pour ceux voulant en faire plus pour venir en aide aux plus démunis.

Intuitivement, nous devrions encore voir apparaître le dilemme du Samaritain, démontré dans Pedersen (2001), mais cette fois-ci, la modélisation de l'organisme d'aide sous forme d'ONG devrait offrir un contrepoids aux incitations perverses. Par conséquent, un accroissement du rôle des ONG dans l'allocation de l'APD pourrait s'avérer bénéfique pour les pays récipiendaires tout en réalisant mieux l'objectif des donateurs.

En somme, sans apporter une solution à toutes les causes de l'inefficacité de l'APD, cette idée pourrait jouer un rôle dans la lutte aux incitations perverses de l'aide multilatérale, cause principale citée par Easterly (2003) afin d'expliquer la faible croissance des pays en voie de développement.

Dans la section qui suit, je présenterai le modèle de Pedersen (2001) ainsi que ses résultats. Il servira d'étalon pour mieux analyser les modifications qui lui seront apportées. De plus, les conventions algébriques et les notations seront les mêmes dans les deux modèles. Par la suite, les modifications représentant un marché compétitif d'ONG seront ajoutées au modèle initial. Finalement, une analyse des résultats sera effectuée.

2.2 Le modèle de Pedersen (2001)

2.2.1 Décision de l'organisme d'aide

Dans Pedersen (2001), il est question d'une entité d'aide unique ayant un budget d'aide exogène A , qui doit le distribuer entre J pays récipiendaires. Ainsi, chaque pays récipiendaire recevra un montant d'aide A_j .

Afin de garder le modèle le plus simple possible, Pedersen divise la population des pays récipiendaires en deux groupes, soit les riches (R) et les pauvres (P). Dans un esprit de concision, considérons ces groupes comme des agents représentatifs. Ces groupes, dans le pays récipiendaire j ($j \in J$), consommeront respectivement V_j^R et V_j^P (où $V_j^R > V_j^P$).

C'est en se basant sur la fonction de bien-être des pays récipiendaires, que l'organisme d'aide allouera le budget d'aide. Cette fonction est dépendante de la consommation des riches et des pauvres du pays j . L'entité altruiste désirera maximiser le bien-être de chaque pays récipiendaire sous sa contrainte de budget $\sum_{j=1}^J A_j = A$. La fonction de bien-

être du pays récipiendaire j est :

$$w_j = \begin{cases} \frac{1}{1-n} (V_j^R)^{1-n} + \frac{1}{1-n} (V_j^P)^{1-n} & \text{si } n \neq 1 \\ \ln(V_j^R) + \ln(V_j^P) & \text{si } n = 1 \end{cases} \quad (1)$$

Le facteur n représente l'aversion à la pauvreté de l'organisme d'aide et il est compris entre 0 et 1. Cette fonction d'utilité est considérée altruiste, car w_j est croissant par rapport à la consommation des pauvres (V_j^P) et décroissant vis-à-vis de l'écart de consommation entre les deux groupes.

L'aide est affectée exclusivement par la consommation des pauvres. Dans ce modèle sans épargne, la consommation des riches dans le pays j est uniquement égale à leur revenu Y_j^R .

$$V_j^R = Y_j^R \quad (2)$$

La consommation des pauvres est composée de leur revenu Y_j^P ainsi que de l'aide A_j octroyée par l'organisme d'aide, équivalant à :

$$V_j^P = Y_j^P + A_j \quad (3)$$

Il existe aussi, une autre identité : la somme de la consommation des deux groupes correspond au revenu national Y_j .

$$Y_j = Y_j^P + Y_j^R \quad (4)$$

Ayant tous les éléments en main, l'organisme d'aide choisit l'allocation de l'aide A_j entre tous les bénéficiaires j selon la maximisation de sa propre fonction d'utilité U qui correspond à la somme du bien-être de tous les pays bénéficiaires.

$$\max U = \max \sum_{j=1}^J w_j = \max_{\{A_j\}_{w_j}} \begin{cases} \sum_{j=1}^J \left[\frac{1}{1-n} (V_j^R)^{1-n} + \frac{1}{1-n} (V_j^P)^{1-n} \right] & \text{si } n \neq 1 \\ \sum_{j=1}^J [\ln(V_j^R) + \ln(V_j^P)] & \text{si } n = 1 \end{cases}$$

s/c

$$A = \sum_{j=1}^J A_j \quad (5)$$

Utilisons maintenant les substitutions (1), (2) et (3) présentées précédemment et la forme lagrangienne afin de résoudre ce problème de maximisation :

$$\max_{\{A_j\}_{j=1}^J} \sum_{j=1}^J \left[\frac{1}{1-n} (Y_j - Y_j^P)^{1-n} + \frac{1}{1-n} (Y_j^P + A_j)^{1-n} \right] + \lambda \left(A - \sum_{j=1}^J A_j \right) \quad (6)$$

Ce problème de maximisation implique les conditions de premier ordre suivantes :

$$(Y_j^P + A_j)^{-n} = \lambda \quad (7)$$

$$A = \sum_{j=1}^J A_j \quad (8)$$

Il faut spécifier que λ correspond ici au multiplicateur de lagrange. La maximisation implique une série de conditions de premier ordre (7) et (8). De celles-ci, on constate qu'un pays récipiendaire quelconque h ($h \in J$) reçoit un montant d'aide dépendant du nombre de pays récipiendaires, du revenu des pauvres de tous les pays, ainsi que du montant du budget total A . Ce qui correspond à :

$$A_h = \frac{1}{J} \left(A + \sum_{j=1}^J Y_j^P \right) - Y_h^P \quad (9)$$

Ce résultat s'obtient par des manipulations simples du système d'équations de premier ordre.

2.2.2 Résultat 1 de Pedersen (2001)

On constate que la fonction d'aide des pays récipiendaires est décroissante en Y_h^P (soit le revenu des pauvres du pays h):

$$\frac{\partial A_h}{\partial Y_h^P} = \frac{1}{J} - 1 < 0 \quad (10)$$

Cela correspond parfaitement à l'objectif du donateur. Mais cela génère une incitation perverse : pour se qualifier pour le programme d'aide, il faut faire preuve de pauvreté. Par conséquent, un pays récipiendaire aura tout avantage à réduire le revenu de ce groupe afin de s'assurer de recevoir davantage d'aide. Voilà une première incitation perverse décourageant la bonne gouvernance.

2.2.3 Décision du pays récipiendaire représentatif

En supposant, comme Pedersen, que les pays récipiendaires sont des leaders au sens de Stackelberg, donc qu'ils connaissent la fonction d'allocation d'aide de l'organisme, ils en tiendront compte lors de leur propre décision d'allocation de la richesse nationale. Ainsi, les pays récipiendaires interviendront sur la variable Y_j^P afin de maximiser leur utilité.

L'hypothèse de Pedersen est très conservatrice. Il considère que le gouvernement récipiendaire agit comme un planificateur social bienveillant qui maximise la fonction de bien-être de sa population globale. Son objectif est donc aligné sur celui du donateur.

Par conséquent, la fonction à maximiser pour un pays récipiendaire représentatif h est :

$$\begin{aligned} \max_{\{Y_h^P\}} w_h &= \max_{\{Y_h^P\}} \left(\frac{1}{1-n} (Y_h - Y_h^P)^{1-n} + \frac{1}{1-n} (Y_h^P + A_h)^{1-n} \right) \\ &\quad \text{s/c} \\ A_h &= \frac{1}{J} (A + \sum_{j=1}^J Y_j^P) - Y_h^P \end{aligned} \quad (11)$$

La solution analytique de ce problème de maximisation correspond à :

$$Y_h^P = \frac{1}{1 + \left(\frac{1}{J}\right)^{\frac{1-n}{n}}} \left[\left(\frac{1}{J}\right)^{\frac{1-n}{n}} Y_h - A - \sum_{\substack{j=1 \\ j \neq h}}^J Y_j^P \right] \quad (12)$$

Nous pouvons ensuite déterminer la consommation des riches et des pauvres en utilisant les identités (1) à (3) entre la consommation et le revenu. C'est ainsi que la consommation des riches dans le pays h est :

$$V_h^R = Y_h - Y_h^P = Y_h - \frac{1}{1 + \left(\frac{1}{J}\right)^{\frac{1-n}{n}}} \left[\left(\frac{1}{J}\right)^{\frac{1-n}{n}} Y_h - A - \sum_{\substack{j=1 \\ j \neq h}}^J Y_j^P \right] \quad (13)$$

$$V_h^R = \frac{1}{1 + \left(\frac{1}{J}\right)^{\frac{1-n}{n}}} \left[Y_h + A + \sum_{\substack{j=1 \\ j \neq h}}^J Y_j^P \right] \quad (14)$$

La consommation des pauvres dans le pays h est donc :

$$V_h^P = Y_h^P + A_h = Y_h^P + \left(\frac{1}{J} (A + \sum_{j=1}^J Y_j^P) - Y_h^P \right) \quad (15)$$

$$V_h^P = \frac{1}{J} \left[A + \sum_{j=1}^J Y_j^P \right] \quad (16)$$

2.2.4 Résultat 2 de Pedersen (2001)

Le ratio des consommations des pauvres et des riches est une fonction inverse du nombre de pays récipiendaires en concurrence pour l'aide du donateur :

$$\frac{V_h^P}{V_h^R} = \left(\frac{1}{J} \right)^{\frac{1}{n}} \quad (17)$$

Ce qui signifie que plus le nombre des pays récipiendaires est élevé ou que l'aversion à la pauvreté est faible, plus il y aura un impact négatif sur la consommation des pauvres. C'est ainsi que le dilemme du Samaritain apparaît : désirant aider les plus démunis, le donateur créera davantage de pauvreté, malgré son altruisme. Ce résultat démontre l'impact négatif créé par la compétition entre pays récipiendaires afin d'attirer plus d'aide.

2.3 Modification : Modélisation d'un marché compétitif d'ONG

La modification la plus importante qui sera introduite ici au modèle présenté dans Pedersen (2001) est l'ajout d'un marché compétitif d'ONG qui remplacera l'organisme d'aide unique. Conséquemment, le budget des entités d'aide sera maintenant endogène pour refléter la compétition entre les ONG. Les mêmes notations seront utilisées que dans le modèle initial. Il faut ajouter que, suite à l'argument disant que les ONG représentent une « alternative valable » pour les donations privées, il est donc possible que dans ce nouveau modèle, le budget total excède celui de l'original.

Initialement, le budget d'aide A était exogène et alloué aux J pays récipiendaires,

justifiant la contrainte $\sum_{j=1}^J A_j = A$. Cette contrainte sera modifiée pour faire apparaître une

fonction $c(z)$ voulant représenter la capacité des ONG à attirer davantage d'investissements et de donations dans leur organisation suite à de bons résultats en termes de réduction de pauvreté. Dans un souci de simplification, cette fonction sera linéaire, passera par l'origine et sera croissante en son argument z , l'indicateur de la lutte à la pauvreté. L'indicateur choisi est $Y_j - (Y_j^R - Y_j^P)$, qui représente la différence entre le revenu national et l'écart, en terme de revenu, entre riches et pauvres. Ainsi, un pays favorisant la consommation des riches verra l'argument z tendre vers zéro. Dans le cas d'un optimum au sens de Pedersen, donc que les riches et les pauvres consomment également, cette fonction atteindrait son maximum, soit Y_j .

Fait à noter, cet indicateur est une représentation simpliste et quelque peu utopique. Afin de garder ce nouveau modèle cohérent et semblable à celui de Pedersen, une forme mathématiquement simple devait être choisie. De plus, avancer que le budget des ONG, en utilisant un indicateur favorable à la consommation des pauvres, est corrélé avec leurs impacts directs et immédiats sur le terrain peut être remis en cause. Par contre, cette hypothèse, à l'avantage de prêter de bonnes intentions aux ONG et suppose un comportement rationnel de la part des donateurs, ce qui est aussi réaliste.

Par conséquent, la contrainte de budget agrégée du marché d'ONG deviendrait.

$$A + \sum_{j=1}^J c[Y_j - (Y_j^R - Y_j^P)] = \sum_{j=1}^J A_j. \quad (18)$$

En supposant que le marché est formé de M ONG identiques, le modèle sera bâti avec une seule ONG représentative. Ainsi, il sera possible de comparer qualitativement les résultats avec le modèle original. Par contre, aucune comparaison quantitative ne pourra avoir lieu car il n'y aura pas de bijection parfaite entre les équations de budget des deux modèles. On suppose que le budget initial A de l'entité unique d'aide sera divisé parmi ces ONG. Chacune recevra donc A/M de budget fixe. Ensuite, c'est la fonction $c(z)$ qui déterminera le montant final dont chacune disposera. Dans le même ordre d'idée, elles devront, individuellement, aider un nombre de pays égal à m . Ainsi, la contrainte associée à une seule ONG représentative est :

$$A/M + \sum_{j=1}^m c[Y_j - (Y_j^R - Y_j^P)] = \sum_{j=1}^m A_j \quad (19)$$

De plus, il est sous-entendu qu'un pays récipiendaire ne pourra être subventionné par plus d'une ONG à la fois. Cette hypothèse peut sembler restrictive, mais ne l'est pas en réalité. Une ONG ne peut pas aider un pays entier ; elle concentre habituellement ses efforts sur un groupe restreint de personnes. Ainsi, en supposant que les récipiendaires pourraient être des entités beaucoup plus petites qu'un pays, comme une ville, une communauté ou un regroupement, cette hypothèse d'exclusivité est justifiable. De plus, cette dernière explication permet de visualiser la contrainte de budget d'un point de vue davantage local que macroéconomique, ce qui est plus cohérent avec le rayon d'action d'une ONG. C'est dans cette optique qu'on peut se baser sur le modèle de Pedersen en n'utilisant qu'une seule ONG comme agent représentatif.

Aussi, dire que le marché des ONG est compétitif est relatif. Dans l'équation 19, on constate que les résultats des ONG ne s'influencent pas mutuellement. Ce n'est donc pas

un jeu à somme nulle. Ceci étant dit, on peut voir la compétition à plus grande échelle, soit avec les autres intervenants oeuvrant dans l'APD. Dans tous les cas, les ONG doivent prouver individuellement qu'elles sont les plus aptes à réduire la pauvreté afin d'avoir accès à des budgets supplémentaires.

Comparativement à Pedersen, le même nombre de pays récipiendaires sera aidé, soit $J=Mm$. Il est important de souligner que l'objectif recherché n'est pas quantitatif, mais bien qualitatif : donc de déterminer les impacts que les ONG auront sur le dilemme du Samaritain.

2.3.1 Décision de l'ONG

De manière similaire au modèle original, une ONG représentative maximisera son utilité altruiste en allouant son budget d'aide entre les « m » pays. La variable de décision sera encore A_j , soit le montant alloué à chaque pays. Ainsi, la décision de l'ONG sera de maximiser son utilité sous sa contrainte de budget :

$$\max U = \max \sum_{j=1}^m w_j = \max \begin{cases} \sum_{j=1}^m \left[\frac{1}{1-n} (V_j^R)^{1-n} + \frac{1}{1-n} (V_j^P)^{1-n} \right] & \text{si } n \neq 1 \\ \sum_{j=1}^m [\ln(V_j^R) + \ln(V_j^P)] & \text{si } n = 1 \end{cases}$$

s/c

$$A/M + \sum_{j=1}^m c [Y_j - (Y_j^R - Y_j^P)] = \sum_{j=1}^m A_j \quad (20)$$

Ce qui devient, en incluant les identités (1) à (3) et en présentant le problème sous forme lagrangienne :

$$\max_{\{A_j\}_{j=1}^m} \sum_{j=1}^m \left[\frac{1}{1-n} (Y_j - Y_j^P)^{1-n} + \frac{1}{1-n} (Y_j^P + A_j)^{1-n} \right] + \lambda \left(A + \sum_{j=1}^m c [Y_j - (Y_j^R - Y_j^P)] - \sum_{j=1}^m A_j \right)$$

Les CPO qui s'y rattachent sont :

$$(Y_j^P + A_j)^{-n} = \lambda \quad (21)$$

$$A + \sum_{j=1}^m c [Y_j - (Y_j^R - Y_j^P)] = \sum_{j=1}^m A_j \quad (22)$$

La résolution de ce problème de maximisation donne :

$$A_h = \frac{1}{m} (A / M + (2c + 1) \sum_{j=1}^m Y_j^P) - Y_h^P \quad (23)$$

2.3.2 Résultat 1

Contrairement à Pedersen 2001, l'impact d'une augmentation du revenu des pauvres sur la quantité d'aide à recevoir est ambigu comme le démontre le résultat suivant :

$$\frac{\partial A_h}{\partial Y_h^P} = \frac{2c+1}{m} - 1 = \frac{2c}{m} + \left(\frac{1}{m} - 1 \right) \quad (24)$$

Elle dépend crucialement du nombre de pays aidés et de la fonction $c(z)$. En fait, pour annuler l'impact du revenu des pauvres sur la quantité d'aide à recevoir, il faut que $c = \frac{m-1}{2}$. Ce qui n'est pas mathématiquement impossible. On voit surtout ici le rôle

joué par c , l'imputabilité de l'ONG. Un pays peut se voir récompensé s'il prend les bonnes mesures de réduction de pauvreté.

2.3.3 Décision du pays récipiendaire représentatif

Encore une fois, les pays récipiendaires sont des leaders au sens de Stackelberg. Ils prendront en compte la fonction d'aide de l'ONG dans leur décision d'allocation des ressources entre pauvres et riches. De façon analogue à Pedersen (2001), le problème à résoudre est :

$$\begin{aligned} \max_{\{Y_h^P\}} w_h &= \max_{\{Y_h^P\}} \left(\frac{1}{1-n} (Y_h - Y_h^P)^{1-n} + \frac{1}{1-n} (Y_h^P + A_h)^{1-n} \right) \\ &\quad \text{s/c} \\ A_h &= \frac{1}{m} (A/M + (2c+1) \sum_{j=1}^m Y_j^P) - Y_h^P \end{aligned} \quad (25)$$

La solution analytique de ce problème est :

$$Y_h^P = \frac{Y_h - m^{\frac{n-1}{n}} (2c+1)^{\frac{n-1}{n}} \left(\frac{A/M}{2c+1} + \sum_{j \neq h}^m Y_j^P \right)}{m^{\frac{n-1}{n}} (2c+1)^{\frac{n-1}{n}} + 1} \quad (26)$$

La complexité de cette expression rend sa signification difficile à établir. C'est pourquoi, nous tenterons de trouver le ratio de la consommation des pauvres sur celle des riches (V_j^P/V_j^R) afin de mieux analyser la problématique.

En utilisant encore une fois les identités (1) et (3), nous pouvons déterminer les consommations :

$$V_h^R = Y_h - Y_h^P = Y_h - \frac{Y_h - m^{\frac{n-1}{n}} (2c+1)^{\frac{n-1}{n}} \left(\frac{A/M}{2c+1} + \sum_{j \neq h}^m Y_j^P \right)}{m^{\frac{n-1}{n}} (2c+1)^{\frac{n-1}{n}} + 1} \quad (27)$$

$$V_h^R = \frac{m^{\frac{n-1}{n}} (2c+1)^{\frac{n-1}{n}} \left(Y_h + \frac{A/M}{2c+1} + \sum_{j \neq h}^m Y_j^P \right)}{m^{\frac{n-1}{n}} (2c+1)^{\frac{n-1}{n}} + 1}$$

Ainsi que :

$$V_h^P = Y_h^P + A_h = Y_h^P + \frac{1}{m} (A/M + (2c+1) \sum_{j=1}^m Y_j^P) - Y_h^P \quad (28)$$

$$V_h^P = \frac{1}{m} (A/M + (2c+1) \sum_{j \neq h}^m Y_j^P + Y_h^P) \quad (29)$$

$$V_h^P = \frac{1}{m} \left(\frac{(2c+1)^{\frac{n-1}{n}} \left(\frac{A/m}{2c+1} + Y_h + \sum_{j \neq h}^m Y_j^P \right)}{m^{\frac{n-1}{n}} (2c+1)^{\frac{n-1}{n}} + 1} \right) \quad (30)$$

2.3.4 Résultat 2

L'inégalité entre pauvres et riches est fonction du nombre de pays aidés. Cependant, l'aversion à la pauvreté et la grandeur de c favoriseront une meilleure équité entre les différentes classes. Le résultat suivant en témoigne.

$$\frac{V_h^P}{V_h^R} = \left(\frac{2c+1}{m} \right)^{\frac{1}{n}} \quad (31)$$

CHAPITRE III

ANALYSE ET IMPLICATIONS DES MODÈLES

Le chapitre précédent a tout d'abord présenté un modèle classique d'APD en présence du dilemme du Samaritain (celui de Pedersen 2001). Ensuite des modifications lui ont été apportées afin de tester l'hypothèse voulant que les ONG puissent faire contrepoids aux incitations perverses engendrées par la compétition entre pays récipiendaires. Deux résultats comparables apparaissent pour chacun des modèles étudiés. Ce présent chapitre sera divisé en deux parties : une première comparant les résultats initiaux aux nouveaux et une deuxième analysant les implications du modèle d'une façon systémique.

3.1 Comparaison des résultats

Pour introduire notre discussion et dans un but de concision, voici un tableau présentant les résultats des 2 modèles précédemment étudiés.

Tableau 3 : Principaux résultats des modèles testés

| Modèles Résultats | Pedersen (2001) | Marché compétitif d'ONG |
|---|--|---|
| $\frac{\partial A_h}{\partial Y_h^P} =$ | $\frac{1}{J} - 1$ | $\frac{2c+1}{m} - 1$ |
| $\frac{V_h^P}{V_h^R} =$ | $\left(\frac{1}{J}\right)^{\frac{1}{n}}$ | $\left(\frac{2c+1}{m}\right)^{\frac{1}{n}}$ |

La première ligne du tableau 3 présente les impacts du revenu des pauvres sur l'aide à recevoir. De façon implicite, il est possible d'y voir l'effet des incitations perverses : plus les pauvres le seront, plus l'aide octroyée augmentera. Pour sa part, la deuxième ligne du tableau présente une mesure des inégalités sociales.

Dans les deux cas, la compétition entre les pays récipiendaires (représentée par le facteur J pour le premier modèle et m pour le deuxième) correspond à une cause décourageant la lutte à pauvreté. En effet, plus ces facteurs sont grands, plus l'impact négatif sur les moins nantis est important. De surcroît, grâce à l'identité $J=Mm$, le nombre de pays aidés est le même dans chaque modèle, mais on constate que $J \geq m$. Par conséquent, les effets néfastes engendrés par cette compétition seront toujours inférieurs dans le modèle où il y a un marché compétitif d'ONG à celui de l'entité unique (Pedersen 2001). Voici donc un premier argument en faveur de l'hypothèse testée.

Outre le nombre de pays aidés, c'est le terme c qui fait différer les résultats des modèles. Rappelons que ce terme a été initialement introduit par la contrainte de budget de l'ONG et il représente leur imputabilité, soit leur capacité d'attirer de nouveaux fonds suite à de bons résultats. Parce que le coefficient c est défini comme étant égal ou supérieur à zéro, son impact favorisera toujours la réduction de la pauvreté.

Intuitivement, il représente la récompense pour les ONG et les pays récipiendaires à lutter contre la pauvreté. Ainsi, plus il sera grand, plus les incitatifs positifs seront importants et offriront un contrepoids valide au dilemme du Samaritain.

Il fut algébriquement montré que c annulera complètement les effets pervers de la

compétition entre pays s'il équivaut à $\frac{m-1}{2}$. À ce point, il en résulterait une consommation égale entre riches et pauvres, donc optimale d'après les objectifs du modèle. Il faut remarquer qu'il ne peut être plus grand que cette expression sinon les pauvres consommeront davantage que les riches, ce qui est un non-sens. Dans ce dernier cas, le postulat change : les sommes supplémentaires d'aide seront séparées entre ces 2 classes d'une façon égale. Ce raisonnement est similaire à celui de Pedersen dans son texte : lorsque qu'il n'y a pas d'aide, la consommation des riches et des pauvres est équivalente parce que les incitations perverses sont absentes.

Afin de vérifier s'il est possible d'atteindre $c = \frac{m-1}{2}$, nous tenterons de l'approximer. Imaginons le cas d'un marché d'ONG identiques associé à un seul pays. Dans ce cas, l'absence de compétition entre récipiendaires annulerait complètement le dilemme du Samaritain et ses effets pervers. Ainsi, la valeur de c serait négligeable. Par contre, dès le moment où il y a deux pays aidés par une ONG, c doit atteindre la valeur critique de 0,5 afin d'endiguer complètement les incitations perverses. Prenons maintenant l'exemple d'une grande ONG comme CARE qui est présente dans approximativement 70 pays³⁸. Si toutes les ONG étaient comme elle, il faudrait que c atteigne 34,5..³⁹ Regardons maintenant à quoi cela correspond.

D'après le modèle, la fonction d'imputabilité correspond à $c[Y_j - (Y_j^R - Y_j^P)]$. Ainsi dans le cas où le pays inhibe l'inégalité sociale, donc $Y_j^R = Y_j^P$, la fonction devient cY_j : soit un facteur du revenu national.

³⁸ Statistiques présentées sur la page d'accueil de CARE, <http://care.ca/>, mars 2007

³⁹ Il faut faire attention de ne pas tirer de conclusions quantitatives d'un modèle calibré. Ainsi, les valeurs exposées représentent rien en soit, seule la logique en découlant est importante.

Autrement énoncé, cY_j représente le budget supplémentaire maximal que pourrait aller chercher une ONG en réussissant à atteindre complètement le critère de réduction de pauvreté des modèles présentés, soit faire consommer pareillement les riches et les pauvres. Le budget d'aide de chaque pays récipiendaires est une fonction décroissante par rapport au nombre total de pays aidés par l'entité d'aide. Dans le cas d'une entité unique d'aide, il y a aura un maximum de compétition entre pays receveurs pour se partager l'aide. Dans le cas d'un marché compétitif d'ONG, ou il y aura plus qu'une seule entité d'aide, cette compétition sera moins intense, et les incitatifs malsains moins présents.

Cependant, il est honnête de supposer que l'atteinte du point critique où le dilemme du Samaritain est complètement contrebalancé est peu réalisable présentement. Cependant, sa présence a toutefois un effet bénéfique dans le modèle, ce qui n'est pas à négliger.

En conclusion, l'hypothèse voulant que les ONG puissent représenter un contrepoids valide au dilemme du Samaritain est corroborée par le modèle les mettant en vedette. En somme, les ONG réduisent la compétition entre récipiendaires et ont accès à des donations privées supplémentaires, ce qui favorise la réduction de la pauvreté.

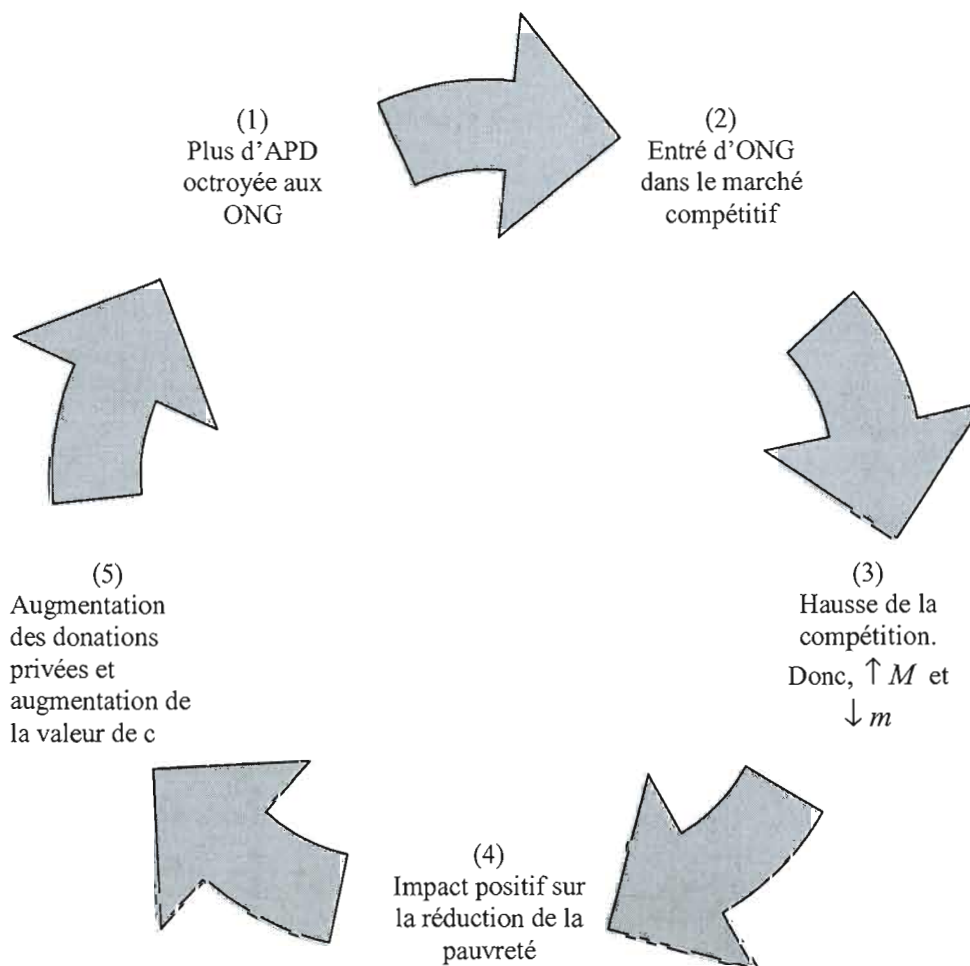
3.2 Analyses systémiques des résultats

En récapitulatif, les résultats du modèle nous permettent de penser qu'une utilisation accrue des ONG, afin de distribuer l'APD, se révèle bénéfique en terme de réduction de la pauvreté. Je m'interroge maintenant si cet effet bénéfique ne pourrait pas devenir de plus en plus importants avec l'augmentation de la visibilité des ONG.

À cette fin, nous analyserons les conséquences d'ajout d'hypothèses sur $c(z)$. Cela dit, nous postulons que c n'est pas obligatoirement une constante, mais bien une fonction à rendement marginal décroissant. Autrement dit, plus les ONG seront reconnues et appréciées, plus les bons résultats engendreront des budgets supplémentaires d'aide importants. Nous utiliserons les résultats vus précédemment afin d'analyser cette hypothèse d'une façon systémique et sans omettre les synergies possibles.

La figure suivante présente une estimation des impacts systémiques possibles. Une explication détaillée suivra la figure.

Figure 3 : Prévisions de l'hypothèse sur le budget d'aide supplémentaire



(1) : Commençons par la première étape, soit l'application de la recommandation voulant que les ONG se voient confier davantage d'APD de la part des pays donateurs et des institutions multilatérales comme la Banque mondiale. (2) : Comme le prédit la théorie économique, une entrée de firmes est à prévoir dans ce marché compétitif, car il y aura plus de fonds disponibles. (3) : Ceci entraînera une augmentation de la compétition entre ONG, donc un impact positif en termes de réduction des effets pervers d'après la section 3.1. (4) : Qui dit diminution des effets engendrés par le dilemme du Samaritain dit diminution de la pauvreté. (5) : Si les ONG réussissent à atteindre ce point, une multitude de conséquences en découlera. D'abord, l'atteinte des objectifs des ONG leur permettra d'attirer des donations privées supplémentaires. Parallèlement, si ces bons résultats perdurent, leur visibilité et prestige s'en trouveront augmentés. L'effet direct de ceci sera de modifier, à la hausse, la valeur de c . Ainsi, la récompense sera de plus en plus importante. Finalement, nous revenons au début de ce cercle vertueux.

Le but de cette figure était de montrer la possible synergie que pouvait avoir une plus grande confiance portée aux ONG de la part des donateurs comme la Banque Mondiale et les gouvernements des pays riches.

En somme l'élément à retenir de cette dernière partie est que, outre les résultats encourageants émanant du modèle, on peut espérer des impacts positifs de plus en plus importants au fur et à mesure que les ONG deviendront des joueuses de premier plan au sein de l'attribution de l'APD.

CONCLUSION

Depuis les 50 dernières années, l'aide publique au développement a augmenté considérablement, mais le niveau de pauvreté des pays du tiers monde reste problématique. C'est pourquoi la littérature s'intéresse à ce phénomène s'imageant par un panier sans fond : on donne beaucoup, mais les résultats ne s'accumulent pas. Comme explication, on peut avancer que l'aide bilatérale s'apparente davantage à un investissement stratégique qu'à de l'aide au développement. Ensuite, l'aide multilatérale semble soumise à des problèmes d'incitations perverses : le dilemme du Samaritain (soit de continuellement conserver, voire augmenter, sa population démunie afin de se qualifier pour les programmes d'aide). Plusieurs solutions ont été proposées, mais aucune ne semble faire l'unanimité.

C'est ainsi que je m'interroge sur l'impact qu'une plus grande part de l'APD soit transigée par les ONG. Ces dernières sont en place depuis plusieurs décennies et représentent maintenant des actrices puissantes et prometteuses pouvant lutter contre la pauvreté. Il est peut-être temps de leur faire davantage confiance en leur octroyant des fonds supplémentaires provenant d'instances internationales (comme le FMI et la Banque mondiale) et de gouvernements.

Pour déterminer la validité de cette idée, un modèle a été mis sur pied en se basant sur celui de Pedersen (2001). Il permet de tester théoriquement l'influence des ONG sur les incitations des pays recevant de l'APD. L'hypothèse se cachant derrière ce modèle est qu'il existe un marché compétitif d'entraide où le revenu est dépendant de leurs résultats en termes de réduction de la pauvreté.

Les conclusions du modèle sont positives quant à la capacité des ONG de représenter un contrepoids valide au dilemme du Samaritain. Elles semblent réduire la compétition entre les pays récipiendaires, tout en favorisant la bonne gestion au sein de ces mêmes pays. La concurrence entre ONG signifie que celles remplissant bien leur mandat verront leur revenu augmenter, tandis que les autres seront pénalisées. De plus, les impacts positifs semblent de plus en plus encourageants lorsque la part de l'APD leur étant octroyée augmente.

Donc à première vue, le modèle nous amène à recommander une utilisation plus importante des ONG dans l'allocation d'APD. Cependant, le modèle reste dépendant des hypothèses sur lesquelles il a été bâti. Ainsi, stipuler que les ONG sont dans un marché compétitif homogène est une hypothèse forte vu le grand nombre d'ONG de taille, d'objectifs et de sources de revenus différents. Le concept reste logique, mais devient très fort lorsqu'il est mis en équation. Aussi, il est faux de dire que le seul problème de l'inefficacité de l'aide est l'incitation perverse. Par conséquent, les ONG seront peut-être inefficaces devant d'autres problématiques touchant le développement. En somme, le modèle est optimiste devant la solution avancée, mais les limites engendrées par les hypothèses nous obligent à y mettre un bémol. La recommandation d'allouer davantage de revenus aux ONG reste de mise malgré tout, car on parle ici d'augmenter graduellement les sommes allouées et d'analyser ensuite les résultats. Les études pratiques et le modèle ici présenté nous encouragent dans cette voie.

Comme extensions intéressantes, une analyse plus poussée du mécanisme d'attribution d'aide faite aux ONG pourrait révéler des faits empiriques notables. Il a été utilisé dans ce texte une hypothèse d'altruisme, soit qu'une réduction de la pauvreté favorise les rentrées de fond. Par contre, des recherches sur les autres mécanismes et causes d'attribution pourraient compléter et améliorer cette voie de recherche. Aussi, développer de nouveaux modèles reposant sur des indicateurs différents, et peut-être plus plausibles, pourrait permettre de mieux cerner la problématique en les comparant entre eux.

Pour conclure, les ONG sont peut-être une des solutions à envisager, mais elles ont encore des preuves à faire. Beaucoup d'espoirs sont placés en elles et il sera intéressant de voir comment elles réagiront dans un proche avenir. En espérant que les attentes se concrétiseront et que les ONG pourront faire leur part dans la lutte à la pauvreté.

RÉFÉRENCES

- Alesina, A., Dollar, D., 2000. Who gives aid to whom and why? *Journal of Economic Growth* 5, 33– 63.
- Arts, Noortmann and Reintalda, « Non-State Actors in international Relations », 2001, Édition Ashgate, 318 pages.
- Azam, J.-P., Laffont, J.-J., 2003. Contracting for aid. *Journal of Development Economics* 70, 25–58.
- Boone, P., 1996. Politics and the effectiveness of foreign aid. *European Economic Review* 40, 289– 329.
- Buchanan, J., 1975. The Samaritan's Dilemma : In E. Phelps (ed.), *Altruism, Morality and Economic Theory*. New York: Russel Sage Foundation.**
- Carapico, S., 2000. NGOs, INGOs, GO-NGOs and DO-NGOs : Making sense of Non-Governmental Organizations. *Middle East Report* 214, 12-15.
- Coate, S., 1995. Altruism, the Samaritan's dilemma, and government transfer policy. *American Economic Review* 85, 46–57.
- Collier, Paul, 1997, « The failure of conditionality », *Perspectives on Aid and Development*, ed. C. Gwyn and J. Nelson. Washington, DC: ODC, 1997.
- Easterly, W., 2003, Can foreign aid buy growth? *Journal of Economic Perspectives*, Volume 17, Number 3, 23-48.
- Easterly W. « The Elusive Quest for growth», 2002, MIT Press, Cambridge, 342 pages.
- Easterly W., 1997, The Ghost of Financing Gap, *The World Bank, Policy Research Working Paper Series*.
- Eichengreen, B., Uzan, M., Crafts, N., Hellwig, M., 1992, The Marshall Plan: Economic Effects and Implications for Eastern Europe and the Former USSR. *Economic Policy*, Vol. 7, No. 14, Eastern Europe, 13-75.
- Hagen, R.J., 2006., Samaritan agents? On the strategic delegation of aid policy. *Journal of Development Economics*, Volume 79, Issue 1 , February 2006, 249-263.
- Keck, M.E. and Sikkink, K., 1998, *Activists Beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Cornell University Press, Ithaca.
- Lewis, D.J., 1997. NGOs, Donors, and the State in Bangladesh. *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 554, 33-45.
- Masud, N. & Yontcheva, B., 2005. Does Foreign Aid Reduce Poverty? Empirical Evidence from NonGovernmental and Bilateral Aid. *IMF working paper WP/05/100*.

Mawksley, E. Townsend, J.G. & Porter, G., 2005. Trust, accountability, and face-to-face interaction in North-South NGO relations. *Development in Practice, Volume 15, Number 1, February 2005*, 77-82.

OCDE, 2006a, Using ODA to promote private investment for development, Policy Guidance for Donors, Paris.

OCDE, 2006b, Promoting pro-poor growth, Policy Guidance for Donors, Paris.

Olivier G., 2004, « L'aide publique au développement : un outil à réinventer », Éditions Charles Léopold Mayer, 2004, Paris, 177 pages.

Pedersen, K.R., 2001. The Samaritan's Dilemma and the effectiveness of foreign aid. *International Tax and Public Finance* 8, 693– 703.

Rouet M., 2001, « ONG et Entreprises : du duel au duo ? », 2001, Collection Edelman, Paris, 243 pages.

Schraeder, P., S. Hook, and B. Taylor., 1998. Clarifying the Foreign Aid Puzzle: A Comparison of American, Japanese, French and Swedish Aid Flows, *World Politics*, 294–320.

Svensson, J., 2000. When is foreign aid policy credible? Aid dependence and conditionality. *Journal of Development Economics* 61, 61– 84.

Torsvik, G., 2005. Foreign economic aid; should donors cooperate? *Journal of Development Economics*, Volume 77, 503-515.

Tvedt T. 1998, « Angels of Mercy or Development Diplomats? NGOs & Foreign Aid », Oxford and Africa World Press, Londres, 256 pages.